

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 Saint-barthélémy d'Anjou

Saint-barthélémy d'Anjou, le 15 février 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LEGRAND FRANCE SA**

40 route d'Evron  
BP 40  
72140 Sillé-le-Guillaume

Références : 2024-047\_INSP\_Legrand ex-Plinthélec - Sillé le Guillaume\_RAP  
Code AIOT : 0006301923

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/02/2024 dans l'établissement LEGRAND FRANCE SA implanté 40 route d'Evron BP 40 72140 Sillé-le-Guillaume. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite du site Legrand France s'est faite dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des Installations Classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LEGRAND FRANCE SA
- 40 route d'Evron BP 40 72140 Sillé-le-Guillaume
- Code AIOT : 0006301923
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Legrand a pour activité la fabrication de matériel d'installation électrique tels que les prises électriques, les rallonges, les tableaux électriques ou les goulottes.  
L'établissement est soumis à un arrêté préfectoral d'autorisation pour son activité de transformation de polymères.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	Demande d'action corrective	30 jours
2	Suite de la visite précédente 2017 (GEREP)	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 4.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 8.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
6	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 8.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
8	Installations de combustion	Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
9	Moyens de lutte contre l'incendie (RIA et extincteurs)	Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 8.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
10	Suite de la visite précédente 2017 (Déchets)	Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, articles 6.1.2 et 6.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
11	Suite de la visite précédente 2017 (eaux pluviales)	Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 4.3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	365 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suite de la visite précédente 2017 (Rétentions)	Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 6.1.4	Sans objet
7	Rétention et confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 8.2.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a abordé des points de contrôle sur des sujets très variés.

Premièrement, la situation administrative devra être mise à jour notamment suite à une augmentation de capacité et à la mise en place de groupes frigorifiques.

Ensuite, il en ressort que le suivi des moyens de lutte contre l'incendie demande à être précisé. La même remarque peut être faite sur les installations électriques. Des observations sont mises en avant dans les rapports de contrôle, mais elles ne sont prises compte rapidement que si elles correspondent à une non-conformité majeure.

Un autre point, les télédéclarations faites sur GERE demandent à être améliorées, car il est par

exemple impossible d'identifier les déchets dangereux propres au site.

Il semble aussi important de pouvoir distinguer plus aisément les deux sites sur certains rapports de contrôle.

Des justifications sur d'autres sujets devront être fournies par l'exploitant dans les délais impartis.

La remarque R4 2017 n'a pas été vérifiée dans son intégralité. Elle le sera lors d'une prochaine visite.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Tenue à jour de la situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> La situation administrative du site doit être à jour, par rapport à la nomenclature des installations classées en vigueur.
<b>Constats :</b>  Suite à un remaniement des ateliers de production, une nouvelle ligne de transformation de polymères a été installée. Cette activité concerne la rubrique 2261.1.a de la nomenclature des installations classées. Le site est à ce jour déclaré comme ayant une capacité de 93 t/j, sous la rubrique 2261.1.a, depuis sa mise à jour administrative du 6 septembre 2017. Pour autant, la capacité de transformation de polymères s'élève aujourd'hui à 108 t/j et cette situation n'a pas été régularisée.  Le site possède des équipements frigorifiques qui pourraient relever de la rubrique 1185-2a. Pour savoir si c'est le cas, il faudrait vérifier si la capacité unitaire des équipements frigorifiques est supérieure ou non à 2 kg et si la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 300 kg .
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous 1 mois, l'exploitant devra mettre sa situation administrative à jour à l'aide d'un porté à connaissance qui atteste notamment sa nouvelle capacité de transformation de polymères (rubrique 2261.1.a).  Sous 1 mois, l'exploitant devra envoyer la capacité de ses équipements frigorifiques, afin d'évaluer s'il relève de la rubrique 1185 ou non. Si c'est le cas, il devra se régulariser en envoyant un porté à connaissance attestant qu'il relève de cette nouvelle rubrique.  Les autres rubriques feront l'objet d'une mise à jour si nécessaire (2662 et 2910).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 2 : Suite de la visite précédente 2017

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants / déchets

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 dispose que:</p> <p>"II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :</p> <p>-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <p>-la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</p> <p>-la quantité par nature du déchet ;</p> <p>-le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;</p> <p>-le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société Legrand possède deux sites à Sillé-le-Guillaume (nommés Legrand ex-Inovac et Legrand ex-Plinthélec), avec deux arrêtés préfectoraux distincts. Pour autant, d'après l'exploitant, ces deux sites ont le même numéro de SIRET.</p> <p>Il est impossible de distinguer les deux sites lors de la télédéclaration de la quantité de déchets dangereux car un compte GEREPE est associé à un numéro de SIRET.</p> <p>L'exploitant a affirmé déclarer la quantité de déchets dangereux des sites en indiquant en commentaires les valeurs propres à chaque site. Sur GEREPE, les déclarations pour les années 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022 sont bien répertoriées. Cependant, aucun commentaire n'apparaît pour faire la distinction entre les deux établissements.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a montré son tableau de suivi des déchets avec notamment les informations suivantes : nom du prestataire réceptionnant les déchets, la destination des déchets, le bordereau d'envoi, le site concerné.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant enverra, dans un délai de 1 mois, le tableau de suivi des déchets de son site de l'année 2022.</p> <p>L'exploitant est tenu de remplir le tableau de suivi de déchets de l'année 2023 de son site de façon plus complète sur GEREPE : en distinguant sous la forme la plus appropriée la quantité de déchets pour le site de Legrand (ex-Plinthélec) et Legrand (ex-Inovac).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

### N° 3 : Suite de la visite précédente 2017

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 6.1.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention de déchets liquides</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article 6.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juillet 1999 dispose que:</p> <p>"Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, des infiltrations</p>

<p>dans le sol,...).</p> <p>Les stockages de déchets liquides sont soumis aux prescriptions du titre 4 du présent arrêté. [...]"</p> <p>Rapport de visite du 10 mars 2017:  "Les déchets liquides sont stockés dans le local de rétention. Des égouttures, parfois importantes, sont présentes dans la rétention.  =&gt; L'exploitant procédera à un nettoyage de la rétention et veillera à ce que le volume total de la rétention soit disponible en permanence."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Cette zone n'a pas été visitée lors de l'inspection. L'exploitant transmettra une photo justifiant d'une action corrective.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite à ce stade</p>

#### N° 4 : Consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de la consommation d'eau du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter la consommation en eau.</p> <p>La réfrigération des installations en circuit ouvert est interdite. Cette disposition ne s'applique pas aux déperditions du système de refroidissement du profilé (conformateur et bac de refroidissement sur la ligne).</p> <p>Les volumes consommés sont consignés chaque mois, sur un registre, tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les consommations maximales destinées à l'usage industriel sont de 16 m<sup>3</sup>/j (environ 3500 m<sup>3</sup>/an).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a montré le registre de suivi mensuel de la consommation d'eau. Sur le site, les eaux de process sont en circuit fermé. La consommation d'eau concerne uniquement les usages domestiques.  L'exploitant n'a pas transmis son tableau de suivi, ce qui limite l'analyse de la consommation d'eau du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu, dans un délai de 1 mois, d'envoyer le tableau de suivi de la consommation d'eau du site de l'année 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 5 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 8.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Les installations sont réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. Les rapports de visite sont maintenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier compte rendu de la vérification annuelle Q18 date du 27 novembre 2023. Une vérification complète des installations électriques de l'établissement a été réalisé, sans coupure totale. Le rapport se rapporte aux deux sites en mélangeant les observations et nommant le site soit Sillé 2, soit Plinthelec.</p> <p>Le rapport conclut qu'aucun point de non-conformité ou de danger a été constaté.</p> <p>Pour autant, le récapitulatif des observations du contrôle Q18 fait état de l'ordre de 7 observations, dont au moins 1 observation nouvelle sur le site Legrand ex-Plinthélec.</p> <p>La majorité des observations datent de 2018 à 2022, mais une d'entre elles remonte à 2009.</p> <p>Le compte rendu du contrôle annuel des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) date du 30 juin 2023. Le rapport conclut que les installations électriques sont dans un bon état général.</p> <p>Le rapport fait état d'une anomalie de priorité 2 sur 3 sur le site Legrand ex-Plinthélec.</p> <p>Lors de la visite, la méthode de suivi des observations sur les installations électriques n'a pas été présentée de façon claire.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu, dans un délai de 1 mois, de donner la méthode de suivi des installations électriques, afin de s'assurer de la prise en compte des observations des rapports Q18 et Q19 dans des délais raisonnables.</p> <p>Pour les prochains contrôles, les rapports devront distinguer de manière plus précise les deux sites.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 6 : Protection contre la foudre

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 8.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des dispositifs contre la foudre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées au présent arrêté fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas, la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition des installations classées.</p> <p>Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et, après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.</p> <p>Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations visées au présent arrêté. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci doit être démontrée.</p>

Arrêté du 04/10/2010:

Article 16 :

Les dispositions de la présente section sont applicables aux installations classées soumises à autorisation visées par les rubriques suivantes dès lors qu'une agression par la foudre peut être à l'origine d'un événement susceptible de porter atteinte, directement ou indirectement, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement :

- toutes les rubriques de la série des 1000 et des 4000 ;
- les rubriques de la série 2000 suivantes : 2160,2250,2345,2420,2430,2450,2531,2541 à 2552,2562,2566 à 2570,2620 à 2661,2670 à 2681,2718,2770,2771,2782,2790,2791,2795,2797,2910 et 2950 ;
- les rubriques de la série 3000 suivantes : 3110 à 3260,3410 à 3510,3550,3610,3670 et 3700.

...

Les systèmes de protection contre les effets de la foudre installés au sein de toute installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation font par ailleurs l'objet des vérifications conformément aux dispositions de l'article 21 du présent arrêté.

Article 18:

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1<sup>er</sup> septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque.

Article 21:

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

Les vérifications ont notamment pour objet de s'assurer que le système de protection contre la foudre est conforme aux exigences de l'étude technique et que tous les composants du système de protection contre la foudre sont en bon état et capables d'assurer les fonctions pour lesquelles ils ont été conçus.

La réalisation des vérifications conformément aux normes NF EN 62305-3, NF EN 62305-4 ou NF C 17-102 permet de répondre à ces exigences.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois après un impact de foudre, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Article 22:

« L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications. »

#### **Constats :**

L'exploitant a fourni son rapport de vérification visuelle annuel, datant du 11/10/2023, et son rapport de vérification complète à faire tous les deux ans, en date du 07/09/2022. Ces deux rapports sont bien effectués par un organisme compétent.

Comme rappelé ci-dessus, l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 impose que « En cas de coup de foudre, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois « après impact de foudre », par un organisme compétent. »

La société Legrand suit l'activité météorologique du site à l'aide d'un abonnement à Météorage. Ce prestataire envoie tous les impacts ayant eu lieu dans un rayon de 2 km, autour du site. Par la suite, si un impact a été relevé sur le site, l'exploitant devrait disposer d'une consigne pour réaliser l'inspection de son système de protection contre la foudre.

La question se pose donc sur le suivi des impacts sur le système de protection contre la foudre.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 1 mois, de transmettre une procédure répondant aux dispositions de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010.

Elle sera accompagnée de l'analyse du risque foudre, de l'étude technique et du rapport de vérification initiale.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N° 7 : Rétention et confinement des eaux d'extinction**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 8.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Rétention et confinement des eaux d'extinction

**Prescription contrôlée :**

### 8.2.3 - Rétention des eaux d'incendie

Les eaux d'extinction d'un incendie, représentant un volume de 1270m<sup>3</sup>, doivent pouvoir être stockées sur les parties étanches formant rétention ou dans un bassin de stockage ou par obturation de l'exutoire du réseau des eaux pluviales,...

#### **Constats :**

Le bassin des eaux d'extinction est dans un état général correct. Une petite partie de la bâche est toutefois endommagée. Ce bassin appartient à la municipalité et est partagé avec plusieurs entreprises sur la zone.

La société Legrand n'est pas propriétaire du bassin, elle n'est donc pas chargée de l'entretien ce dernier.

En parallèle, l'entretien et la maintenance de la vanne sont difficiles, car elle est enterrée de manière assez profonde sous le bassin.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'assurera que le propriétaire garantisse l'étanchéité totale du bassin.

De plus, l'exploitant a annoncé qu'il réalisera un essai pour vérifier l'étanchéité de la vanne en la fermant lors d'un épisode pluvieux par exemple.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### **N° 8 : Installations de combustion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 5.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Suivi des installations de combustion du site

#### **Prescription contrôlée :**

La construction des cheminées doit être conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie (installations de combustion de puissance supérieure à 75 th/h consommant des combustibles commerciaux).

#### **Constats :**

L'exploitant ne connaît pas la date de mis en service de ses chaudières.

En lien avec le point n°1, l'exploitant mettra à jour sa situation administrative en s'appuyant si nécessaire sur les fiches combustion version 22 novembre 2019

([https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/inspection\\_icpe/documents/Fiches\\_techniques\\_combustion\\_2019-mode%20actif.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/inspection_icpe/documents/Fiches_techniques_combustion_2019-mode%20actif.pdf)).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Mettre à jour la situation administrative au titre de la rubrique 2910 et définir les dispositions applicables.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

## N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 8.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> 8.2.2.1. Le dispositif de lutte contre l'incendie comprend des poteaux normalisés (NFS 61.213) dont le nombre et la disposition, sont déterminés en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours. Ils sont réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours. A défaut, de la mise en place d'un tel équipement, des mesures de substitution sont étudiées et mises en place en accord avec le service.  8.2.2.2. Des extincteurs appropriés aux risques et en nombre suffisant sont disposés à des emplacements signalés et aisément accessibles, dans les ateliers, les dépôts de produits et de marchandises, ainsi que dans le local de chaufferie.  Arrêté ministériel du 15/04/10 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2662 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : (partie applicable aux installations existantes) Annexe I – Point 2.4.6. Vérification périodique et maintenance des équipements L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni les rapports de contrôle de ses moyens de lutte contre l'incendie suivants :  - Le rapport de contrôle annuel des extincteurs et RIA date du 23/11/2023.  Lors de la visite, seuls les rapports sur les extincteurs et les RIA ont été abordés. Ils recouvrent les sites de Legrand ex-Inovac et Legrand ex-Plinthélec. Les contrôles des installations des deux établissements sont mélangés.  Concernant le suivi des observations, l'exploitant a expliqué que la société DESAUTEL faisait le rapport et proposait par la suite un devis prévisionnel pour procéder à la mise en conformité des installations du site. L'inspection s'est questionnée sur la procédure de suivi des remarques, car aucune des non-conformités relevées en décembre 2023 n'a été reprise dans un tableau de suivi (GMAO).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant d'envoyer, dans un délai de 1 mois, sa procédure de suivi des non-conformités de ses systèmes de lutte contre l'incendie (Extincteurs et RIA) et les justificatifs de remise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 10 : Suite de la visite précédente 2017**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, articles 6.1.2 et 6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Élimination des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> 6.1.2. - L'exploitant tient à jour un registre précisant la nature et la quantité de déchets produits, leur origine ainsi que leur destination. Les justificatifs d'élimination sont conservés pendant au moins deux ans.  6.1.3. - Les opérations d'éliminations sont réalisées dans les conditions conformes à la loi n°75.663 du 15 juillet 1975 modifiée. Ces opérations ont notamment lieu dans les installations régulièrement autorisées au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant doit s'en assurer et pouvoir le justifier à tout moment.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'exploitant a projeté un tableur qui retrace tous les départs de déchets du site avec des informations tels que : le numéro de bordereau, la société de transport, la destination du déchet. D'après l'exploitant, la société CHIMIREC n'effectuerait plus de transports transfrontaliers pour les déchets de Legrand ex-Plinthélec.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 1 mois, d'envoyer le tableau de suivi des déchets du site Le grand ex-Plinthélec de l'année 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 11 : Suite de la visite précédente 2017**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/07/1999, article 4.3.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 juillet 1999 dispose que: "les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales (et les eaux non polluées s'il y en a) et les diverses catégories d'eaux polluées: - [...] - Les eaux provenant de purge des circuits de refroidissement sont rejetées, une fois par an environ, après analyse, dans le réseau collecteur aboutissant au ruisseau le Ruban.  - les eaux pluviales non polluées sont rejetées dans le réseau des eaux pluviales. Les eaux recueillies sur le parking sont traitées dans un déboureur séparateur d'hydrocarbures.  Les eaux pluviales pouvant être polluées sont rejetées dans le réseau communal d'assainissement après vérification de la compatibilité avec celui-ci, et l'établissement d'une convention avec la commune. Sinon, ces eaux sont éliminées dans les mêmes conditions qu'un déchet."
<b>Constats :</b>  Un échantillon d'eaux pluviales est prélevé par l'exploitant tous les ans afin d'être analysé. Les résultats des dernières mesures sur l'année 2023 font apparaître des concentrations importantes : 780 mg/L de matières en suspension (MES) et 400 mg(0 <sub>2</sub> )/L de DCO. Les valeurs courantes pour les MES sont de l'ordre de 30 mg/L et de 300 mg/L pour la DCO. L'exploitant a expliqué qu'il prélevait son échantillon dans une flaque d'eau stagnante au fond du

bassin. C'est ce qui explique ces valeurs élevées.

L'accès à la buse en sortie du bassin versant de son site est compliqué. Cependant, il est nécessaire de prélever l'échantillon à cet endroit pour assurer un suivi correct du rejet des eaux pluviales du site.

Il est demandé à l'exploitant de trouver un système qui permettrait de relever l'eau en sortie de son site, afin de s'assurer de la conformité de celle-ci. L'exploitant devra aussi transmettre les conditions de rejet dans le bassin collectif.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit mettre en place un mode opératoire permettant de prélever un échantillon d'eau représentatif en sortie de buse de ses eaux pluviales. Les résultats seront comparés aux conditions de rejet dans le bassin collectif en 2024.

L'exploitant transmettra la dernière analyse des eaux provenant de la purge des circuits de refroidissement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 365 jours